

Durée 1h

TRAVAIL : Répondre aux questions suivantes en cochant la ou les réponses exactes : bonus de 0.5 point pour les questions supplémentaires.

- **1 : quel est (sont) le tribunal (aux) compétent (s) pour l'affaire suivante : un salarié réclame à son employeur trois mois de salaires impayés :**
 - tribunal administratif
 - tribunal de grande instance
 - cour d'appel
 - cour de cassation
 - conseil des prud'hommes

- **2 : quels est (sont) le tribunal (aux) compétents (s) pour l'affaire suivante : un membre de votre famille refuse de vous rendre la somme de 200€ que vous lui avez prêtée :**
 - Tribunal correctionnel
 - Cour d'appel
 - Tribunal de grande instance
 - Tribunal de commerce
 - Tribunal d'instance

Question : Justifiez votre réponse :

- **3 : caractéristiques de la Cour de Cassation :**
 - Veille à l'unité de l'application du droit
 - Vérifie la bonne application du droit
 - Rend un jugement en premier et dernier ressort
 - C'est la plus haute juridiction administrative
 - C'est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire

- **4 : qu'est qu'un jugement rendu en premier et dernier ressort :**
 - Jugement rendu par un tribunal et qui n'est pas susceptible d'appel
 - Jugement rendu par un tribunal et qui n'est pas susceptible de pourvoi
 - Arrêt rendu par le tribunal et qui n'est pas susceptible d'appel

- **5 : un contrat est une convention (accord) qui a pour but de faire naître une ou plusieurs obligations laquelle ou lesquelles parmi les propositions suivantes :**
 - De s'engager envers son débiteur
 - De donner
 - De respecter la liberté contractuelle

- De faire
- De ne pas faire

- **6 : la liberté contractuelle peut être limitée : dans quels cas :**

- La liberté de négociation en matière contractuelle est totalement illusoire en raison du déséquilibre des rapports de force entre les parties
- Certains contrats peuvent être interdits, illégaux
- Certains contrats peuvent être imposés par la loi
- Certains contrats sont réglementés
- Le contrat se transforme car la liberté contractuelle doit pouvoir s'adapter aux réalités économiques et sociales

- **7 : qu'est ce qu'un contrat synallagmatique :**

- Bilatéral
- Onéreux
- A exécution successive
- Consensuel
- Collectif

- **8 : la rencontre des volontés suffit-elle ? D'après l'article 1108 du code civil, les 4 conditions de validité des contrats sont :**

- Une cause licite
- La capacité de contracter
- Une durée pour agir en justice
- Un objet certain et monétaire
- Le consentement libre et éclairé

- **9 : le consentement libre et éclairé : parmi les propositions suivantes, laquelle ou lesquelles sont justes ?**

- En présence de vice du consentement, le contrat n'est pas valablement formé et pourra être annulé
- Les parties doivent s'engager en connaissance de cause et sans contrainte
- L'incapacité juridique permet de protéger les mineurs et les majeurs incapables contre des engagements qui leur seraient défavorables
- La volonté n'est source de droits et d'obligations qu'à la condition d'être donnée librement sans être entachée de vices du consentement

Question : quels sont les vices du consentement ?

- **10 : parmi les propositions suivantes laquelle ou lesquelles sont exemptes de dol :**

- Un vendeur de voiture modifie le kilométrage sans le signaler à l'acheteur
- Le vendeur d'un terrain précise la servitude de passage attachée au terrain qu'il présente à l'acheteur
- Un vendeur de terrain ne dit pas qu'il est inconstructible

- **11 : quel terme correspond à la définition suivante : « fixe un montant maximum de dommages-intérêts à payer » ?**
 - Clause pénale
 - Clause résolutoire
 - Clause limitative de responsabilité

- **12 : quels peuvent être les effets de la nullité d'un contrat ?**
 - Elle modifie le délai dont dispose le plaignant pour agir en justice
 - Elle anéantit les contrats censés n'avoir jamais existé (annulation rétroactive)
 - Elle entraîne la remise en état des parties (restitution de ce que chaque partie a reçu)

- **13 : dans quels cas peut intervenir la résolution du contrat ?**
 - Dans le cas d'un contrat à exécution successive
 - Le créancier peut faire appliquer une clause résolutoire prévue au contrat
 - Le créancier peut demander au tribunal la résolution du contrat : résolution judiciaire
 - Dans les cas où l'attribution éventuelle de dommages-intérêts est possible

- **14 : responsabilité du fait d'autrui : quels types de responsabilité concerne-t-elle ?**
 - Responsabilité de l'employeur
 - Responsabilité des parties au contrat
 - Responsabilité du fait personnel
 - Responsabilité du fait des choses
 - Responsabilité des parents

Question : quelles sont les conditions de mise en jeu de la responsabilité du fait d'autrui?

- **15 : responsabilité civile contractuelle : quels sont les éléments constitutifs pour mettre en jeu cette responsabilité ?**
 - La faute
 - La victime
 - Le dommage
 - Le lien de causalité
 - Les clauses du contrat

- **16 : quelles sont les catégories de dommages réparables ?**
 - Dommage corporel
 - Dommage immatériel
 - Dommage matériel

- Dommage moral
- Dommage incorporel

- **17 : quelles sont les différentes formes de sociétés commerciales ?**

- Sociétés à responsabilité illimitée
- Société en nom collectif
- Société civile
- Société anonyme
- Société en participation
- Société par action simplifiée

- **18 : le capital social d'une entreprise individuelle est de :**

- 3 000 €
- 50 000 €
- aucun

- **19 : quelles sont les particularités d'une société en nom collectif (SNC) ?**

- Les associés sont tous commerçants
- Les associés répondent indéfiniment et solidairement des pertes sociales sur leur patrimoine
- Les SNC sont des formes juridiques adaptées pour les grandes entreprises
- Les créanciers doivent s'adresser à l'associé majoritaire pour le paiement des dettes de la société

- **20 : quelles sont les principales caractéristiques de la société à responsabilité limitée (SARL)**

- Bien adaptée au PME
- Les associés ont une responsabilité qui n'est pas limitée au montant de leurs apports
- Les associés sont tous commerçants
- Il n'y a pas de capital social minimum exigé pour sa constitution

Question : quel est le capital social exigé pour la SNC, la SARL, la SA et la SAS ?